

Évaluer les circuits courts

Fiche repères - Défi alimentaire

Évaluation des impacts des circuits courts sur le territoire



AGRO
CAMPUS
OUEST

Pour mieux comprendre les systèmes alimentaires durables, voici quelques repères sur l'évaluation des impacts des circuits courts sur le territoire.

Ce document est réalisé par la FR CIVAM Bretagne en partenariat avec Agrocampus Ouest - site de Beg Meil et la Maison de la Bio 29 .

www.civam-bretagne.org

Décembre 2009

La démarche SALT (Systèmes Alimentaires Territorialisés) veut rendre compte de la diversité des circuits courts à l'échelle d'un territoire. Elle montre comment, derrière une apparence de dispersion et de confusion, les différentes formes de circuits courts se complètent et s'imbriquent pour satisfaire à la fois les demandes des consommateurs et les attentes des producteurs.

Le territoire considéré est avant tout caractérisé par les habitudes d'achat alimentaire : la démarche SALT part donc de la consommation, en observant les lieux de distribution, où "les produits changent de main".

Nous nous appuyons sur une compréhension des dynamiques territoriales inspirées par la géographie et la sociologie. Nous mettons ainsi en évidence des données économiques utiles pour mesurer le poids des circuits courts sur un territoire comme le chiffre d'affaires ou l'emploi.

La démarche SALT a pour finalité de proposer un outil de compréhension à mettre au service de l'élaboration de stratégies locales.

Quelles motivations pour acheter en circuits courts ?

Les circuits courts, tout le monde a l'impression de connaître. L'expression s'installe dans notre vocabulaire, et de plus en plus dans nos habitudes. Mais chacun a en tête sa propre idée du circuit court : pour les uns c'est la douzaine d'œufs que l'on va chercher chez le voisin, pour d'autres l'AMAP (Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne) dont on a parlé dans le journal. On oublie souvent des formes tellement implantées dans nos habitudes qu'on ne les distingue plus vraiment, comme les ventes sur les marchés par les producteurs.

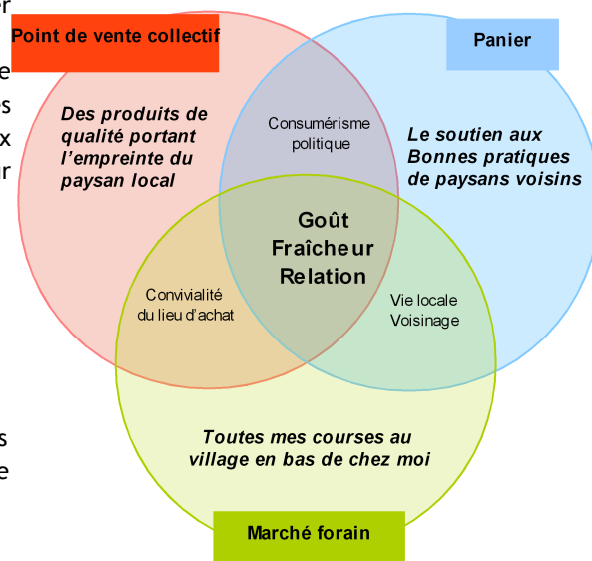
Ce qui fait l'originalité des circuits courts est la multiplicité des formes qu'ils peuvent revêtir tout en conservant une logique d'ensemble. C'est cette logique d'ensemble qui permet à des consommateurs de trouver près de chez eux une formule qui correspond à leurs habitudes, à leur régime alimentaire, à leurs engagements. Globalement, l'alimentation devient une préoccupation forte pour de nombreux territoires.

Fondamentalement, des enquêtes menées en Bretagne révèlent que les consommateurs adeptes du circuit court cherchent au moins 3 qualités :

- La fraîcheur du produit. Le terme « court » peut être interprété dans un sens géographique, et un produit qui vient de près aura subi moins de perte de qualité due au voyage. Beaucoup de consommateurs recherchent avant tout des légumes : quoi de plus frais qu'une salade coupée le matin ?
- Le goût des aliments. En réaction aux produits standardisés distribués dans les grandes surfaces, les adeptes des circuits courts veulent retrouver des produits qui ont leur propre goût, sans que ce soit la préparation ou les additifs qui agrémentent la fadeur de l'aliment. Par exemple, ils redécouvrent la variété des goûts et des couleurs des pommes.
- La relation avec le producteur. Les consommateurs individuellement, et le monde urbain collectivement, ont une vision de plus en plus lointaine et imprécise des paysans et du monde rural. A travers l'échange de produits, ils cherchent à renouer un contact. Mais aussi à prendre des garanties basées sur la confiance pour la qualité sanitaire des produits, comme le révèle chaque crise alimentaire (vache folle, poulets à la dioxine).

La plupart des consommateurs associent à ces attentes de base d'autres objectifs. C'est la diversité des modalités de circuits courts qui permet d'y répondre :

- Je veux pouvoir faire mes courses à pied : le marché en bas de chez moi est là pour ça ;
- Je veux soutenir les producteurs locaux : le point de vente collectif ou le marché de producteurs me permet de leur donner la préférence dans mes achats ;
- Je veux appuyer une agriculture paysanne et écologique : les AMAP et les dispositifs de paniers permettent aux consommateurs de se mobiliser pour défendre l'agriculture qu'ils souhaitent ;
- Je veux savoir où et comment sont produits les aliments que j'achète : la vente à la ferme permet d'y répondre, pour peu que je sois un peu curieux et que je pose des questions ;
- Je souhaite m'approvisionner en produits biologiques : des magasins ou des marchés spécialisés donnent la préférence aux producteurs biologiques locaux.



Définitions

Dispositif : un dispositif de distribution est considéré comme une structure unitaire dont l'objet est la vente en circuit court de produits alimentaires

Modalité : classe homogène de dispositifs.

Circuits courts : Il existe un intermédiaire maximum entre le producteur et le consommateur. Une typologie complète est disponible sur le site du projet CROC à l'adresse http://www.equal-croc.eu/IMG/pdf/Cahier_de_l_Obs1-INTERNET.pdf. Elle se fonde sur la distinction entre vente directe, sans aucun intermédiaire, et circuits courts, qui comportent au plus un intermédiaire. Dans le cadre du projet SALT, nous ajoutons à cette définition la question de la proximité géographique et des effets d'entraînement sur le territoire. Ce qui nous intéresse, ce sont des activités permanentes, génératrices de lien social et d'activité sur le territoire. Nous négligeons donc (sauf cas particulier, par exemple pour une foire de grande ampleur) le cas d'un viticulteur qui vient proposer ses produits une fois l'an qui fait pourtant de la vente directe.

LES CIRCUITS COURTS EN CHIFFRES

Les circuits courts sur le territoire de Rennes Métropole induisent un chiffre d'affaires annuel de 12 à 20 millions d'euros. Ce montant supporte 263 à 445 emplois.

Diversité des formes de circuits courts

Rennes Métropole, territoire périurbain de 400 000 habitants, est un des 3 sites pilotes pour la mise au point de la démarche SALT. Nous illustrons par ce territoire la diversité des modalités de vente en circuits courts alimentaires. Selon nos estimations, les circuits courts représentent près de 1,5 % de la consommation alimentaire sur Rennes Métropole et au moins 265 emplois.

Certaines modalités de circuits courts ont une très forte probabilité d'être représentées quel que soit le territoire :

- les **marchés forains** existent partout en Bretagne. En plein renouvellement, ils constituent le débouché le plus important pour les producteurs avec notamment l'apparition de marchés de producteurs. Dans le cas de Rennes Métropole, 35 marchés sont en activité, contre une vingtaine dans les années 90.
- Les **points de vente à la ferme** sont répartis partout et couvrent une large diversité de pratiques, du vendeur professionnalisé au producteur vendeur occasionnel. Sur Rennes Métropole, nous avons dénombré plus de 80 exploitations en vente directe.
- Les **magasins avec revente** sont représentés par les restaurants classiques, les traiteurs ou les supérettes. A l'échelle locale, ils sont difficiles à mesurer et à caractériser.

D'autres modalités de circuits courts se sont développées plus récemment. Elles n'existent pas partout mais sont de plus en plus répandues :

- les **ventes en panier** couvrent une assez large diversité de pratiques : paniers monoproduits/diversifiés, à l'initiative de producteurs, en abonnement ou en vente par internet, à l'initiative de consommateurs gérant un groupement d'achat hebdomadaire. Il existe aujourd'hui sur Rennes Métropole 14 dispositifs, dont 7 AMAP.
- les **points de vente collectifs** rassemblent en un seul lieu les produits issus de plusieurs fermes, pour proposer l'intégralité du « panier de la ménagère ». Dans le cas de Rennes, 3 magasins, dont 2 du même groupe d'agriculteurs, sont offerts aux consommateurs.
- la **restauration collective** : des groupes de producteurs s'organisent pour approvisionner la restauration collective. Une organisation couvre toute l'Ille et Vilaine.

Il existe d'autres modalités : la vente en tournée, les caissettes de viande ou le partage en famille d'une bête achetée sur pied. Leur importance est très variable selon le territoire.

Toute étude territoriale doit au moins s'interroger sur l'existence dans le territoire des modalités les plus répandues. Mais elle doit aussi prendre le temps et avoir la curiosité d'aller enquêter sur le terrain pour « dénicher » des formes moins classiques, qui localement peuvent prendre une importance économique ou sociale impossible à négliger.

Un exemple: Évaluation de l'importance économique des circuits courts à Rennes Métropole (données SALT 2007, actualisées en 2009)

Modalité	Valeur des ventes en millions d'euros	Part dans les ventes en circuits courts	Nombre d'emplois
Marchés de plein vent	4,5 à 10	39 % à 51 %	110 à 230
Points de vente collectifs	2,7	14 % à 23 %	60
Vente à la ferme	1,2 à 1,6	8 % à 10 %	15 à 30
Paniers	0,5	Environ 3 %	8
Restauration collective	0,2 à 0,3	Environ 2 %	5
Autres formes (redressement)	2,9 à 5,0	25 % (par construction *)	65 à 110
Total	12 à 20	100 %	263 à 445

*Données FRAB (Fédération Régionale des Agrobiologistes de Bretagne) : la vente en circuits courts en Bretagne, 2007

Les observatoires des circuits courts répondent à une demande des acteurs des circuits courts pour connaître le potentiel de développement des circuits courts. Cette démarche est issue de la recherche action SALT associant organismes de recherche (Agrocampus Ouest, Université Rennes 2, Université Rennes 1, CNRS, INRA, ISARA Lyon, ESA Angers), association de développement rural (FR CIVAM Bretagne, FRAB, Agrobio 35, Accueil Paysan, AFIP) et collectivités locales (Pays de Dinan, Rennes Métropole, Pays du Centre Ouest Bretagne)

SALT a encadré la réalisation de 12 études disponibles sur le site internet www.civam-bretagne.org.

Ce processus original est en relation avec d'autres démarches similaires de recherche action en France :

Le projet LIPROCO (Lien Producteurs Consommateur) est piloté par l'Université d'Angers sur le Grand Ouest et Rhône Alpes. Il vise à qualifier les démarches alternatives, analyser leur mode d'émergence, de régulation et de gouvernance, et enfin de mesurer leur efficacité.
Contact : f.olivier@groupe-esa.com

Le projet COXINEL (circuits courts de commercialisation en agriculture et agroalimentaire : des innovations pour le développement régional) est animé par l'INRA SAD de Montpellier. Mangétic propose un référencement des circuits courts dans l'Hérault <http://equal-croc.eu> <http://www.mangetic34.fr>

Collectifs de consommateurs, questionnaire social et consommation durable (C3D) est animé par le CNRS. Il s'attache à comprendre les modalités d'engagement du consommateur dans le développement durable.
<http://www.c3d.cnrs.fr>

Réseau rural français : un groupe de travail « Agriculture et alimentation » est centré sur les circuits courts alimentaires.
Contact : chiffolle@supagro.inra.fr

Observer les circuits courts

La finalité du projet SALT (Systèmes Alimentaires Territorialisés) est de parvenir à la mise au point d'un observatoire territorial des circuits courts d'ici fin 2010. Il existe plusieurs démarches d'observatoires des circuits courts. L'observatoire est un lieu d'observation dynamique des caractéristiques et de l'évolution des circuits courts. Nous présentons ici les avancées et les premiers résultats de quelques observatoires.

Différents observatoires

Les observatoires peuvent répondre à plusieurs types de questions :

- la création d'activités pour les producteurs et porteurs de projets : puis-je m'installer dans ce secteur sans qu'il y ait déjà trop de concurrence ?
- le pilotage stratégique des collectivités : qui vend quoi et où sur mon territoire ? Que puis-je proposer comme axe de développement ?
- la connaissance scientifique : quelles sont les caractéristiques des circuits courts sur ce territoire ?
- la consommation : où puis-je acheter mes carottes à un producteur près de chez moi ?

Il existe deux approches complémentaires d'observatoires en circuits courts :

● Observatoire de la production :

Le lieu d'enquête est l'exploitation agricole.

Les informations collectées sont les caractéristiques socio-économiques des différentes modalités de commercialisation. Cet outil renseigne sur l'impact et l'évolution des exploitations agricoles en circuit court et les produits qu'elles fournissent.

Un exemple est l'Observatoire de la vente en circuit court en agriculture biologique réalisé par la FRAB (Fédération Régionale des Agrobiologistes de Bretagne) depuis 2006.

● Observatoire des lieux de vente sur un territoire :

Le lieu d'enquête est le lieu de vente.

Les informations collectées relèvent pour l'instant du champ socio économique (chiffre d'affaire, emploi) et ceci dans une première étape. Mais l'impact des circuits courts sur un territoire ne peut se résumer à ces indicateurs et d'autres champs seront renseignés (environnement, dynamique territoriale...) dans un deuxième temps.

Un exemple : Le projet SALT a contribué à mettre en place la partie publique de l'observatoire de Rennes Métropole sur les circuits courts sur son site. D'autres informations sont collectées mais non disponibles sur internet.

SALT : Une méthode d'observation originale

Les observations sont basées sur :

- Un territoire administratif (Pays, Communauté d'Agglomération...) qui est cohérent avec les habitudes d'achat des habitants.
- Les achats ou la distribution de denrées alimentaires réalisés sur le territoire.
- Un cumul des chiffres obtenus au niveau de chaque modalité, ceux-ci étant eux-mêmes le résultat d'une addition de données par dispositif.
- Une collecte des données au niveau de chaque dispositif pour éviter les doubles comptes (par exemple dans une exploitation agricole, seule la vente directe à la ferme va être relevée).
- Une évaluation des données économiques à partir des comptabilités centralisées ou sur une fourchette argumentée.

Pour aller plus loin

Des exemples d'observatoires de circuits courts

Observatoire de la vente en circuits courts en agriculture Biologique FRAB
17 rue du bas Village
35577 Cesson Sevigné
02 99 77 32 34

Le Panier des Campagnes
Accueil Paysan 35
Agrobio 35
17 rue Bas Village
35577 Cesson Sevigné
02 99 77 09 54

Rennes Métropole
p.verdier@agglo-rennesmetropole.fr
<http://www.rennes-metropole.fr/agriculture.167689/>

geomarché.com
Marchés du Rhône
Association pour le Développement et la Promotion des Marchés
ADPM - CCI de Lyon - Place de la Bourse
69289 LYON CEDEX 02
adpm@lyon.cci.fr

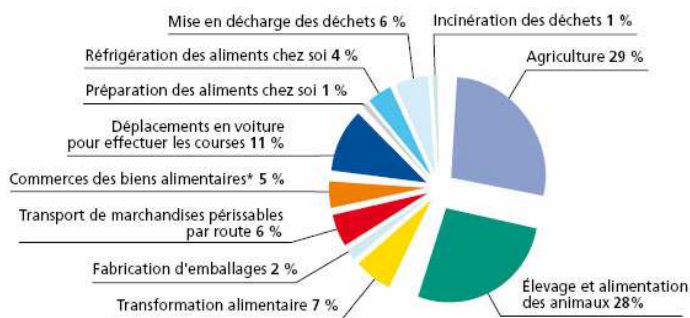
Quelques résultats

Source : enquête SALT 2007-2009 et FRAB 2009, Observatoire de la vente en circuits courts - édition 2008

- 30 % des producteurs en circuits courts sont labellisés en agriculture biologique sur les territoires enquêtés (Rennes Métropole et Pays de Dinan)
 - Une progression des initiatives collectives bretonnes, dont le nombre a été multiplié par 5 en 4 ans : 102 dispositifs collectifs en 2009 contre 21 en 2005.
 - La part des circuits courts dans les dépenses alimentaires des ménages serait de 1,1 à 1,8 % sur le territoire de Rennes Métropole. Des exercices similaires, réalisés dans les Hautes Pyrénées ou le Rhône, présentent des évaluations de près de 3 %. Cela indique un potentiel de développement important des circuits courts sur les territoires bretons.
 - Un déficit de l'offre en circuit court, notamment en légumes, variable selon les territoires.
 - La prédominance des marchés de plein vent comme première modalité de vente.
- Deux grandes catégories de producteurs en circuits courts :
- . les « occasionnels » :
 - de 25 % du chiffres d'affaires en circuits courts majoritairement des productions en viande, 1,8 UTH et 10 897 euros de chiffres d'affaires en circuits courts par ferme
 - . les « spécialisés » représentant les 2/3 des producteurs en circuits courts :
 - + de 75 % du chiffres d'affaires en circuits courts majoritairement en légumes et multiproduction
 - 2,1 UTH et 62 636 euros de chiffres d'affaires en circuits courts par ferme
- 3 fois moins d'aide financière pour les spécialisés cités ci-dessus.
 - Les producteurs ont recours à au moins 3 circuits de commercialisation.

L'empreinte écologique et les circuits courts

En considérant la chaîne alimentaire globale par rapport aux émissions de gaz à effet de serre on constate que différentes étapes sont susceptibles d'influencer la durabilité des pratiques.



SOURCES D'IMPACT D'EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE DANS LA CHAÎNE ALIMENTAIRE

Source : Ifen, d'après Citepa (format Secten) ; Ademe ; ministère chargé de l'Industrie (DGEMP) ; Ministère chargé des Transports (DAEI) ; ministère chargé de l'Agriculture (Scees) ; Insee.

Le transport intervient à hauteur de 17% du total des émissions de gaz à effet de serre. Malgré les idées reçues, rien ne permet d'affirmer a priori que les circuits courts sont plus économes en énergie que les circuits longs. Des éléments de réponse se construisent toutefois au fur et à mesure des études. Les circuits longs ont beaucoup à apporter en termes d'organisation logistique de distribution. Il semble que l'un des atouts actuels des circuits courts soit la prise en considération du système de production.

En effet les postes liés à la production - « agriculture » et « élevage et alimentation des animaux » - représentent 57% du total des émissions de gaz à effet de serre sur l'ensemble de la chaîne alimentaire. Rappelons que 30% des producteurs en circuits courts sont labellisés AB. L'évaluation et l'accompagnement sur les modes de production constituent par conséquent un enjeu stratégique de l'approche énergétique des circuits de distribution. .

Différentes méthodes pour mesurer l'impact environnemental

Analyse du Cycle de Vie (ACV)

L'ACV s'exprime en France suivant la norme NF P 01-10, selon 10 critères qui quantifient les impacts du produit ou du système sur l'environnement : consommation d'énergie, de matières premières, d'eau, production de déchets... C'est une méthode d'évaluation complète très encadrée qui a le défaut d'être très lourde à mettre en place. Elle a pour avantage d'aider l'industriel ou le producteur à améliorer son processus de production.

Le Bilan Carbone ®

Cette méthode permet à toute organisation de mesurer ses émissions de gaz à effet de serre. Un outil tableur permet de mesurer les émissions de gaz à effet de serre générées par une activité. Cela permet d'obtenir le total des émissions carbone sous une unité globale, l'équivalent carbone. Cette méthode est développée par l'ADEME qui organise des formations et met à jour la méthode, notamment la base de données des facteurs d'émissions (références moyennes d'émissions de gaz à effet de serre)
<http://www.ademe.fr/bilan-carbone/>

Le diagnostic Planete

Cet outil a pour objet de quantifier, à l'échelle de l'exploitation agricole, les consommations d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre liées à l'activité. C'est en quelques sortes un bilan carbone adapté à l'exploitation agricole.

Le profil énergétique de la ferme permet alors de cibler les postes les plus émetteurs, d'identifier les marges de progrès et d'envisager des mesures de réductions de ces consommations énergétiques

L'empreinte liée à la surface de production

Les données d'empreinte écologique disponibles auprès du Global Footprint Network (réseau international d'organisations développant l'indicateur « empreinte écologique ») sont calculées selon l'hypothèse que tous les modes de productions sont durables. Cette hypothèse a du sens au niveau global car l'empreinte écologique ainsi calculée ne peut pas être taxée d'alarmisme puisqu'il s'agit d'une estimation basse. Cependant, elle reste alarmante puisqu'elle excède la biocapacité mondiale et contribue donc à la prise de conscience à la fois du caractère limité des ressources terrestres et du caractère non durable des modes de vie et d'alimentation occidentaux.

Concernant le système alimentaire en circuit court, cette hypothèse doit être affinée et nous devons identifier les marges de progrès en fonction des différentes pratiques agricoles.

En effet, les circuits courts semblent aspirer à des profils de production singuliers. Les études menées par la FRCIVAM en 2007-08-09 sur Rennes Métropole, le Pays de Dinan et le Pays du Centre Ouest Bretagne, montrent qu'au moins 30% des producteurs investis dans les circuits courts ont leur système de production certifié en agriculture biologique. Celle-ci ne représente globalement que 3% de la production bretonne.

En circuit court alimentaire, nous avons ainsi une sur représentation de modes d'agriculture durable et biologique. Rees et Wackernagel, les pères de l'empreinte écologique, ont estimé que si la non durabilité de certaines pratiques agricoles (érosion, salinisation...) était prise en compte, l'empreinte écologique de produits issus de pratiques agricoles conventionnelles pourrait être multipliée par 10. Ces éléments montrent l'importance des enjeux.

L'empreinte de l'énergie de production

Quelques données sont disponibles sur les consommations énergétiques des exploitations agricoles. Elles sont généralement issues de synthèses de diagnostics PLANETE, qui montrent qu'en moyenne, les énergies indirectes (aliments, intrants,...) représentent 62 % de la consommation sur une ferme et les énergies directes (fioul, gaz, électricité...) 38 %. Dans l'état actuel des connaissances, il n'a pas été trouvé de corrélation directe entre un système de production (au sens typologique) et sa consommation énergétique. On observe une très grande variabilité et une sur représentation de l'agriculture durable.

Des données complémentaires sur la consommation énergétique sont en cours d'acquisition. Un dispositif (Plan de Performance Energétique) et des outils sont en place depuis 2009. PRAIRIE, un outil de simulation énergéto-économique a capitalisé près de 30 diagnostics. Le diagnostic DIATERRE est une version évoluée de PLANETE, mise au point en 2009. Les données issues de ces outils permettront d'avoir une vue synthétique des consommations énergétiques des exploitations agricoles avec un échantillon suffisamment large. Un travail conjoint Réseau Agriculture Durable - Agrocampus Ouest est en cours pour caractériser en terme d'empreinte écologique les différences entre productions laitières conventionnelle à dominante « maïs » avec beaucoup d'intrants, et durable à orientation « herbe » et réduction d'intrants.

On observe toutefois que de nombreux changements de pratiques accompagnent une réduction de la consommation énergétique. Un recueil de fiches du Réseau Agriculture Durable présente des expériences d'économies d'énergie par un changement de système.

L'empreinte du transport

La saisonnalité et la localité des achats semblent avoir une grande influence sur l'empreinte du transport.

Il apparaît également que les circuits courts ont des enseignements à tirer de l'expérience des circuits longs en termes d'optimisation de la logistique . Deux études permettent d'alimenter le débat.

Une étude (Schlich et al, 2006) montre l'importance de l'optimisation des moyens logistiques dans le cas d'un approvisionnement à l'échelle mondiale, par opposition à un circuit local. Nous avons dans certains cas une « écologie d'échelle ». Par exemple, la chaîne d'approvisionnement mondiale de la viande d'agneau de Nouvelle Zélande est plus économe qu'un système régional allemand. Malgré des kilomètres

« Food Miles » ou kilomètres alimentaires.

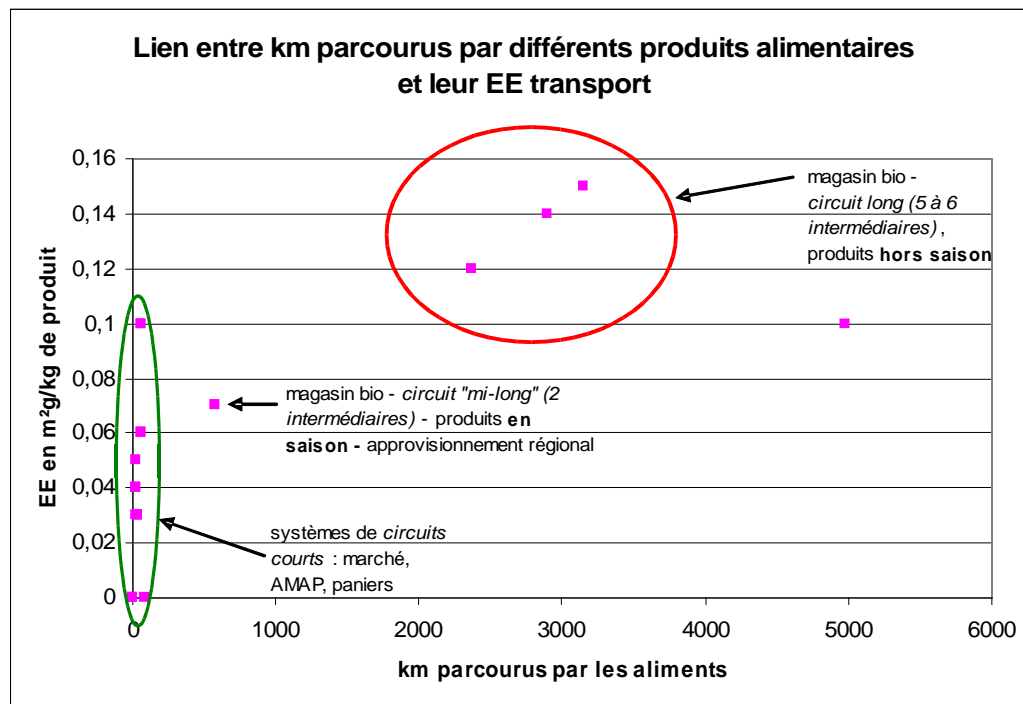
Il s'agit de connaître combien de kilomètres contient mon assiette. Les kilomètres alimentaires représentent les kilomètres parcourus par les produits. Un exemple très connu est une étude allemande du kilomètre alimentaire d'un yaourt aux fruits prenant en compte les matières alimentaires, les matières nécessaires à la fabrication du pot, etc. L'étude a démontré un total de 9115 km parcourus ! Intéressant pour sensibiliser sur la logistique, **cet indicateur est trop simpliste pour être utilisé seul**. Il n'est pas précisé par exemple avec quel transport sont effectués ces kilomètres ou le type de production.

Quelle différence avec l'empreinte écologique

L'empreinte écologique est certainement la méthode d'analyse des impacts environnementaux la plus efficace pédagogiquement. Le résultat s'exprime simplement en hectares globaux (hag). Cette simplicité apparente repose sur une véritable complexité Cf. fiche Repères « L'empreinte écologique de l'alimentation »

alimentaires plus importants, l'efficacité en termes d'énergie finale spécifique est basée sur de gros volumes, un transport par bateau et des systèmes de production très extensifs.

Plus localement, une étude menée sur le Pays de Dinan fait état de l'impact du transport du lieu de production au lieu de distribution sur 4 produits de consommation courante (œufs, pommes de terre, carottes, tomates) et selon différentes modalités de distribution (paniers multiproduits, livraisons, AMAP, marchés et magasin spécialisé).



Les résultats montrent que les dispositifs les plus économes d'un point de vue énergétique concernent les aliments commercialisés sur les marchés très locaux et ceux provenant d'un producteur local pour le magasin bio. L'organisation logistique en termes de groupage des produits semble constituer un élément important.

Les produits importés (tomates et carottes d'Espagne, pommes de terre d'Egypte et d'Italie) sont les produits qui, en termes de transport, sont les moins écologiques, ceci malgré les effets quantitatifs. Cela confirme l'hypothèse de l'importance de l'achat de produits locaux de saison sur l'impact énergétique.

Une thèse, soutenue par l'ADEME, « les leviers logistiques de performance des circuits courts de produits alimentaires » de Amelie Goncalves a débuté en 2009. Ces travaux devraient nous apporter des éléments nouveaux sur le sujet.